

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi soir, 13 juin 2017

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

60 2016.RRGR.876 Postulat 176-2016 Pfister (Zweisimmen, PLR) Conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux: garantie d'une bonne gouvernance

N° de l'intervention: 176-2016
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 12.09.2016
Déposée par: Pfister (Zweisimmen, PLR) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Non 24.11.2016
N° d'ACE: 241/2017 du 8 mars 2017
Direction: Direction de la santé publique
et de la prévoyance sociale

Conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux: garantie d'une bonne gouvernance

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier les mesures à prendre pour que les conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux observent les principes de base de la direction et les dispositions légales relatives à la gestion.

Développement:

A l'origine du présent postulat se trouve mon expérience personnelle au conseil d'administration de l'hôpital STS AG. Selon le droit des obligations, tous les membres du conseil d'administration ont le droit d'exiger et d'obtenir des renseignements sur toutes les affaires de la société.

Or, ces dernières années, ce principe, et d'autres principes de direction, ont été bafoués au conseil d'administration du STS AG. Une administratrice chevronnée n'a par exemple plus été invitée aux séances, sans que le conseil d'administration ne justifie cette décision. A aucun moment cette personne n'a par ailleurs pu défendre son point de vue devant le plénum. Quant à l'autorité de nomination (le Conseil-exécutif), elle n'a pas non plus été consultée. Interrogé sur la situation, le conseil d'administration n'a jamais répondu, et encore moins évoqué une faute, ce qui est démocratiquement très embarrassant.

Le conseil d'administration a été d'une bassesse écœurante avec cette administratrice très compétente; c'est très inquiétant.

Je pourrais très bien m'imaginer que si l'on y regardait de plus près, on découvrirait des événements similaires dans d'autres centres hospitaliers régionaux. C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif est prié d'étudier quelles mesures préventives ou correctives permettraient de garantir une bonne gouvernance dans les conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux. L'urgence est demandée: la situation juridique (droit des obligations) doit être tirée au clair de toute urgence afin que les membres des conseils d'administration puissent assumer leur charge.

Réponse du Conseil-exécutif

Le gouvernement prend acte des doutes exprimés par l'auteur du postulat concernant l'application des principes de direction et de gestion par les centres hospitaliers régionaux (CHR). Il n'a connaissance ni de l'exclusion systématique d'une administratrice sans motif de récusation, ni d'une plainte déposée par la personne en question.

Les CHR, l'Hôpital du Jura bernois SA (HJB SA) – ainsi que les services psychiatriques régionaux (SPR) depuis le 1^{er} janvier 2017 – sont des sociétés anonymes autonomes de droit privé. Ces éta-

blissements sont tenus de respecter les prescriptions légales, en particulier le code suisse des obligations (CO) et la loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH; RSB 812.11). D'autres dispositions spécifiques figurent dans les statuts, les règlements et les directives internes.

Conformément à l'article 22, alinéa 1 LSH, le Conseil-exécutif exerce les droits et assume les obligations incombant au canton en sa qualité d'actionnaire des CHR. Il lui revient notamment d'arrêter des consignes sur l'exercice des droits de participation, dans la stratégie de propriétaire.

Les CHR, l'HJB SA et les SPR sont responsables de leur gestion. Le Contrôle des finances exerce une fonction de surveillance en ce qui concerne l'utilisation des subventions cantonales.

Dans la stratégie de propriétaire, le gouvernement charge la SAP de mener des entretiens de contrôle périodiques avec les CHR. Ces rencontres favorisent aussi l'échange d'idées entre propriétaire et conseil d'administration (CA). Peuvent y participer tant les membres du CA que ceux de la direction. La collaboration au sein du CA ainsi que celle entre le CA et la direction y sont systématiquement abordées. La SAP expose au Conseil-exécutif les risques encourus par le canton de par sa position de propriétaire, dans les documents relatifs à l'assemblée générale. Par ailleurs, toujours en vertu de la stratégie de propriétaire, les CHR sont tenus d'informer immédiatement par écrit les actionnaires, partant le Conseil-exécutif, en cas d'événement ou de situation extraordinaire.

Le gouvernement est toujours disposé à entendre directement les préoccupations des administrateurs et administratrices concernant des questions importantes et à prendre les mesures qui s'imposent.

Lors des élections, élections complémentaires et réélections des membres du CA, la SAP vérifie le respect du profil d'exigences décrit à l'annexe C de la stratégie de propriétaire, et en rend compte au Conseil-exécutif. Ce dernier peut exercer une influence directe sur la direction stratégique des entreprises hospitalières en représentant le canton, actionnaire majoritaire des CHR, aux assemblées générales.

La Stratégie générale de surveillance et de controlling des participations, entreprises et institutions cantonales, approuvée par le Conseil-exécutif le 3 mars 2010 et actualisée chaque année, constitue le cadre réglementaire d'une gouvernance d'entreprise publique efficace dans le canton de Berne. Elle définit les instruments et les procédures à mettre en œuvre. Les stratégies de propriétaire et de surveillance élaborées spécifiquement pour les centres hospitaliers régionaux (CHR), ainsi que les profils d'exigences applicables à leurs conseils d'administration ou de fondation, constituent les principaux instruments de surveillance dans le domaine hospitalier. Utilisés depuis plusieurs années déjà, ils ont fait leurs preuves selon le Conseil-exécutif. Ce dernier estime qu'ils sont suffisants pour garantir une bonne gouvernance dans les entreprises hospitalières publiques et que, dès lors, les demandes formulées dans le postulat sont déjà remplies.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption et classement

La présidente. Wir sind bei Traktandum 60, einem Postulat über die Sicherstellung von Good Governance bei den Verwaltungsräten in den regionalen Spitalzentren (RSZ). Der Regierungsrat ist bereit, das Postulat anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Wir führen eine freie Debatte. Unser Ziel ist es, das heute noch durchzubringen und die anderen Traktanden in die Septembersession zu verschieben. Der Postulant hat das Wort.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Vorab danke ich für die Beantwortung des Postulats. Mit Staunen habe ich die verschiedenen Punkte gelesen. Mir stösst die Galle auf, wenn man schreibt, dass die Regierung keine Kenntnis von einem Fall habe, wo eine Verwaltungsrätin mittels E-Mail von den Sitzungen freigestellt wurde. Das ist «gäbig» bei E-Mails, man hat gleich eine Kopie. In besagter E-Mail stand, sie solle an der Dezembersitzung bitte nicht teilnehmen, weil die Geschäftsstrategie besprochen werde. Die Verwaltungsrätin blieb der Sitzung fern. In der Postulatsantwort ist auch falsch dargestellt, dass die Regierung keine Kenntnis von ihrer Darstellung und ihrer Freistellung habe. Wenn jemand zu Verwaltungsratssitzungen nicht mehr eingeladen wird, aber noch gewählte Verwaltungsrätin ist, ist das meines Erachtens eine Freistellung. Sie hat im Februar und im Mai nicht kommen können und hatte bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht demissioniert. Sie hat zwar in Aussicht gestellt, wenn man die Wahl in dieser Art vornehme, dann überlege sie sich, ob sie demissioniere. Das steht auch in einer E-Mail. Diese Verwaltungsrätin hat sogar bei einem Regierungsrat einen Termin erhalten. Dort konnte sie die ganze Geschichte aus ihrer Sicht darlegen. Das Argumentarium habe ich fünf Regierungsräten per E-Mail zukommen lassen. Vier haben es quittiert.

Deshalb staune ich nun, wenn man in dieser Antwort schreibt, die Regierung habe keine Kenntnis von einem solchen Fall.

In einem Schreiben habe ich der Regierung mitgeteilt, dass ich dieses Vorgehen ebenso wenig akzeptiere wie die Mitteilung über mein Abstimmungsverhalten am Juni 2014, bezüglich der Schliessung der Geburtenabteilung, an die Gemeindebehörden von Zweisimmen. Am 12. August gab es eine Aussprache zwischen mir und dem Verwaltungsratspräsidenten, und ich wollte wissen, wer diese Information herausgegeben hatte. Da sagte er, das sei er selber gewesen. – Man muss doch keinen Ehrenkodex für Verwaltungsräte erstellen, wenn sich der Präsident selber nicht daran hält!

Im Dezember 2015 wollte ich das Thema der freigestellten Verwaltungsratssekretärin ansprechen. Auf Umwegen hatte ich erfahren, sie sei wegen mir freigestellt worden, denn sie hat sich an einem Apéro bei mir entschuldigt, meine Aussagen würden nie so im Protokoll stehen, wie ich es gesagt habe, weil auf sie Druck gemacht werde. Bei diesem Apéro gab es wohl unter den umstehenden Leuten einen Spitzel, der das dann gemeldet hat. Seither wurde diese Frau nie mehr gesehen. Mir hat man auch nicht gesagt, weshalb sie freigestellt wurde. Das gehe mich nichts an, wurde mir mitgeteilt. Als ich im Dezember noch einmal darauf eingehen wollte, hat mir der Verwaltungsratspräsident das Wort genommen, die Sitzung geschlossen, alle verabschiedet und zu mir gesagt, er würde mir die Hand nicht reichen.

Dann verfasste ich ein Schreiben an die Regierung und sagte, ich könne mein Mandat so nicht sicherstellen. Im Auftrag der Regierung gab es danach eine Aussprache beim damaligen Regierungspräsidenten. Auf seine Frage, was denn das Problem bei Herrn Pfister sei, hiess es, er würde alles hinterfragen. Und beim Verabschieden hat der Verwaltungsratspräsident seine Mappe geöffnet und ein Präsent überreicht. Das kritisiere ich, denn das ist einfach keine saubere Sache. So spielt die Demokratie nicht mehr. Deshalb bestreite ich die Abschreibung dieses Postulats.

Weshalb habe ich überhaupt ein Postulat geschrieben? Ein Mitglied der Regierung hat mir das empfohlen. Dann könnten sie konkret antworten. Ein Jurist, den wir angestellt haben, hat uns gesagt, dass ich zuerst den Regierungsrat als Wahlbehörde und Eigner kontaktieren soll und erst dann müsse ich juristisch vorgehen. Und nun ist es halt auf dem juristischen Weg.

La présidente. Wir kommen zu den Fraktionssprechern, und ich bin froh, wenn Sie in Ihren Voten auf persönliche Dinge verzichten, die heikel sein können, wenn sie breitgeschlagen werden. Denn das ist ja eine Diskussion, die man auch ausserhalb des Saales mithören kann. Aber wenn ich nun Grossrätin Kohli vor dem Rednerpult sehe, dann habe ich diesbezüglich eigentlich keine Angst. Sie haben das Wort.

Vania Kohli, Berne (PBD). Die BDP-Fraktion hat die rechtlichen Grundlagen und Konzepte studiert und bezüglich Aufsichtswahrnehmung des Regierungsrats gegenüber den regionalen Spitalzentren überprüft. Wir sind zu folgendem Schluss gekommen: Die Grundsätze entsprechen den Grundsätzen der Good Governance voll und ganz. Zudem sind wir dezidiert der Meinung, Herr Kollege Grossrat Pfister, dass solche Vorstösse definitiv das falsche Mittel sind, persönliche und verwaltungsratsinterne Probleme zu lösen. Auch den Weg in die Presse finden wir nicht besonders gut. Die BDP-Fraktion wird deshalb dem Regierungsvorschlag folgen und dieses Postulat annehmen und gleichzeitig abschreiben.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Es scheint mir beinahe, als ob wir mit diesem Vorstoss in die Niederungen der Politik oder ganz generell des menschlichen Miteinanders vorgestossen sind. Das meine ich nicht etwa böse, sondern sage das als Person mit einer Aussensicht, an die dieses Beispiel von Verletzungen, Vertrauensbruch, Intransparenz und willkürlichem Verhalten herangetragen wurde. Vielleicht haben einige von Ihnen bemerkt, dass ich dabei Merkmale der klassischen Bad Governance wörtlich verwendet habe. Der Postulant verlangt die Sicherstellung von Good Governance in den Verwaltungsräten der RSZ. Die EVP-Fraktion ist natürlich einhellig der Ansicht, dass ein geregeltes und gutes Miteinander in der Politik, in Unternehmungen und auch in der Gesellschaft unabdingbar ist. Nebst unseren Werten wie Glaubwürdigkeit und Gerechtigkeit, verstehen wir darunter auch Führungsgrundsätze wie Transparenz, Partizipation, Effizienz und Rechenschaftspflicht. Die EVP-Fraktion ist in diesem Sinne ganz für das Anliegen des Postulanten. Andererseits nimmt sie auch die positive Würdigung und die Antwort des Regierungsrats wahr. Doch wie soll man in dieser Situation weitergehen? Man müsste nun praktisch eine Schiedsrichterrolle einnehmen, ohne die ganze Partie mit allem Vorgefallenen begleitet zu haben. Dazu zitiere ich «Kaiser» Franz Beckenbauer. Er sagt, ein Abseits ist es dann, wenn der Schiedsrichter pfeift. Die

EVP-Fraktion ist froh, wenn der Regierungsrat mit seiner Antwort auf Seite 3 «immer bereit» ist, «wichtige Anliegen von Mitgliedern der Verwaltungsräte direkt entgegen zu nehmen». Im vorliegenden Fall scheint uns nun tatsächlich eine Schiedsrichterfunktion gefragt zu sein. Deshalb wird ein grosser Teil der EVP-Fraktion diese Abschreibung nicht unterstützen. Denn diese Abseits-Situation ist noch nicht völlig zufriedenstellend und vor allem menschenwürdigend geklärt.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Le porte-parole du groupe UDC pour ce postulat était M. Etienne Klopfenstein, mais comme il a dû partir, il m'a prié de lire sa déclaration devant vous. Ce postulat demande au Conseil-exécutif d'étudier des mesures à prendre pour que les conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux observent les principes de la bonne gouvernance et les dispositions légales relatives à la gestion. Par cela, ce postulat demande tout simplement d'interférer dans les compétences des conseils d'administration des hôpitaux bernois. Le travail accompli par nos conseils d'administration est de bonne qualité, il est reconnu au-delà des frontières du canton de Berne que le modèle bernois est exemplaire. Au niveau stratégique, les hôpitaux publics ne sont pas gérés par l'administration cantonale comme c'est le cas pour nombre de nos cantons voisins, mais par des conseils d'administration. En tant que représentant du Jura bernois, je constate que cela est le cas en particulier pour notre hôpital, l'HJB, Hôpital du Jura Bernois. Je salue cette situation et je m'engage pour que le bon travail des organes dirigeants ne soit pas mis en péril, par exemple par une décision irréfléchie d'une des communes qui héberge un des sites de l'HJB. Notre système a fait ses preuves depuis plusieurs années. Comme nous avons pu constater qu'il fonctionne bien, nous avons dans cette salle décidé d'adopter le même système pour les établissements psychiatriques cantonaux, avec entrée en vigueur au début de cette année. Je ne crois pas que quelqu'un regrette cette décision. Notre collègue Pfister nous parle dans son postulat de ses expériences personnelles au sein du conseil d'administration du STS AG; il demande donc de limiter les compétences d'un organe dans lequel il siège lui-même. Ce procédé me semble assez discutable. Si les conseils d'administration ne font pas bien leur travail, ne faudrait-il pas plutôt changer leurs membres au lieu de vouloir faire leur travail à un autre niveau? Le groupe UDC n'est pas convaincu qu'il y ait un besoin d'agir dans ce domaine. C'est pourquoi nous allons suivre la proposition du Conseil-exécutif d'accepter ce postulat mais de le classer immédiatement.

Maria Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Es freut mich, dass ich nach meiner Verabschiedung doch noch ein letztes Mal hier an das Rednerpult kommen kann. Ich habe drei Geschäfte vorbereitet und kann nun nur noch eines präsentieren. (*Hilarité*) Hier halte ich mich ganz kurz, die anderen beiden wären etwas länger geworden.

Uns Grünen erscheinen die Antworten des Regierungsrats plausibel und stimmig. Demnach nimmt er die Pflichten des Kantons Bern wahr, und der Gesundheits- und Fürsorgedirektor führt regelmässige Controlling-Gespräche mit den verschiedenen RSZ durch. Hingegen scheint es uns etwas bedenklich, wenn Fragen und Unstimmigkeiten nicht innerhalb eines Gremiums geklärt werden können und die Unstimmigkeiten und Unbehagen über Jahre öffentlich oder halböffentlich in einer medialen Schlammschlacht ausgetragen werden. Solche Vorkommnisse schaden der Sache, nämlich der Führung des Spitals, das eigentlich zur Versorgung der Berner Bevölkerung verpflichtet ist. Die grüne Fraktion wird diesem Postulat zustimmen. Ob sie jedoch die Abschreibung bestreiten wird, hängt noch etwas davon ab, wie der Regierungsrat allenfalls zu den heutigen Medienberichten Stellung nimmt. Ich wünsche Ihnen alles Gute, Adieu zusammen!

Samuel Kullmann, Hilterfingen (UDF). Ich wusste noch nicht, was ich zu diesem Geschäft sagen soll, bis Kollegin Beutler den Schiedsrichter erwähnt hat. Das hat mich als Fünftliga-Schiri dazu inspiriert, doch etwas zu sagen. Wenn stimmt, dass es solche Missstände gab wie Kollege Pfister gesagt und auch glaubwürdig dargelegt hat, dann war das, fussballtechnisch gesprochen, nicht nur ein Abseits, sondern ein brutales Foul, das eine rote Karte und vielleicht auch noch einige Spieler-sperren nach sich ziehen sollte. Nun fühle ich mich hier im Grossen Rat aber nicht als Schiedsrichter. Das ist eher auf dem Platz draussen bei einer Mannschaft der Fall, doch hier finde ich es schwierig, diese Rolle einzunehmen.

Welche Auswahl haben wir? Wir können das Postulat annehmen. Das tun wohl ohnehin alle. Dann können wir es abschreiben oder auch nicht. Was ändert sich dann genau? Wohl wenig. Und deshalb macht es vermutlich auch Sinn, wenn Grossräte zukünftig in diesen AG-Verwaltungsräten keinen Einsitz mehr haben, weil das wohl auch nicht der Ort ist, wo man die Dinge beurteilen kann. Andererseits erwarten wir auch vom Regierungsrat, dass bei solchen Missständen genau hingeschaut

wird und auch kritische Stimmen nicht unter den Tisch gewischt werden. Manchmal ist es sehr wertvoll, wenn es Leute gibt, die genau hinschauen und kritische Fragen stellen. Ich weiss noch nicht genau, wie unsere Fraktion abstimmen wird. Aber wir wünschen uns hier, dass die zuständigen Stellen genau hinschauen, damit die Richtlinien der Good Governance eingehalten werden.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil (PLR). Dieser Vorstoss gründet auf persönliche Erfahrungen des Postulanten. Die Regierung empfiehlt, ihn anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Die FDP-Fraktion nimmt dieses Postulat sicher an. Bezüglich der Abschreibung ist die FDP-Fraktion geteilter Meinung.

La présidente. Es gibt keine weiteren Fraktionsmeldungen. Gibt es noch Einzelvoten? – Das ist nicht der Fall. Herr Regierungsrat Schnegg hat das Wort.

Pierre Alain Schnegg, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Le centre hospitalier régional STS AG est une société anonyme de droit privé. Le canton de Berne a mis sur pied une gestion hospitalière particulièrement intéressante et qui a permis un développement positif de ses sites hospitaliers. Il a décidé d'organiser ses hôpitaux en sociétés anonymes et d'en confier leur gestion à des conseils d'administration indépendants. Même si tout est perfectible, la solution retenue par Berne se montre efficace et permet de répondre aux attentes de la population et d'offrir une médecine de qualité.

L'article 25 de la loi sur les soins hospitaliers accorde au CHR une indépendance dans la gestion. Conformément à la stratégie de propriétaire, les CHR sont tenus d'informer immédiatement le Conseil-exécutif par écrit en cas d'événement extraordinaire ou en cas de situation de crise. Les éléments décrits dans le postulat concernent le conseil d'administration du CHR STS AG. Selon nos informations, le Conseil-exécutif n'a connaissance ni de l'exclusion systématique d'une administratrice sans motif de récusation, ni d'une plainte déposée par la personne en question. Il est bien clair que dans tous les centres hospitaliers les défis sont énormes et que, face à ces défis, certains problèmes peuvent arriver ici ou là. Le gouvernement rappelle qu'il dispose de deux instruments de gouvernance, à savoir le controlling des participations et la stratégie de propriétaire. La stratégie générale de surveillance et de controlling des participations entreprises et institutions cantonales approuvée par le Conseil-exécutif le 3 mars 2010 et actualisée chaque année constitue le cadre réglementaire d'une gouvernance d'entreprise publique efficace dans le canton de Berne. Les stratégies de propriétaire et de surveillance élaborées spécifiquement pour les CHR, ainsi que les profils d'exigence applicables à leurs conseils d'administration ou de fondation constituent les principaux instruments de surveillance dans le domaine hospitalier. La SAP vérifie lors d'élections le respect de ces profils d'exigence. Le Conseil-exécutif peut exercer une influence directe sur la direction stratégique des entreprises hospitalières, en représentant le canton aux assemblées générales. Utilisés depuis plusieurs années déjà, ces outils ont fait leurs preuves selon le Conseil-exécutif. Ce dernier estime qu'ils sont suffisants pour garantir une bonne gouvernance dans les entreprises hospitalières publiques et que dès lors les demandes formulées dans ce postulat sont d'ores et déjà remplies.

Ce qu'il me semble particulièrement important, c'est que les conseils d'administration doivent pouvoir travailler dans un climat de confiance et de respect mutuel. Les défis sont d'ores et déjà assez complexes pour ces entreprises pour qu'ils ne soient pas encore complexifiés par des conflits personnels. Un conseil d'administration n'est pas une amicale, c'est un organe stratégique dans lequel des débats vifs et animés doivent pouvoir se tenir, mais doivent aussi pouvoir se tenir dans le respect et dans un climat de confiance total, ce qui signifie également que ce qui s'y discute ne doit pas être transporté ici et là par les moyens connus aujourd'hui. Sur cette base-là, je vous invite donc à accepter ce postulat, mais également à en décider le classement.

La présidente. Wünscht der Postulant noch einmal das Wort? – Das ist nicht der Fall. Wir kommen somit zur Abstimmung, und ich bitte Sie, nach der Abstimmung nicht gleich alles aufzuräumen und aufzustehen, denn ich habe noch etwa zehn Sätze, die ich gerne in aller Ruhe sagen möchte. Wir stimmen ab über Traktandum 60, Sicherstellen einer Good Governance der Verwaltungsräte in den regionalen Spitalzentren. Wer dieses Postulat annimmt, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:**Adoption**

Oui	116
Non	2
Abstentions	0

La présidente. Sie haben das Postulat angenommen. Wir kommen zur Abschreibung. Wer die Abschreibung annimmt, stimmt ja, wer sie bestreitet, stimmt nein.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil:**Adoption et classement**

Oui	97
Non	12
Abstentions	9

La présidente. Sie haben dieses Postulat abgeschrieben. Wir kommen nun zum Ende dieser Junisession. Zuerst bedanke ich mich bei den Motionärinnen und Motionären und bei all jenen, die ihre Voten für die verschobenen Traktanden bereits vorbereitet und geschrieben haben. Etwa 80 Minuten Debatte haben wir nun auf die Septembersession verschoben. Wenn wir diese durchgezogen hätten und morgen gekommen wären, hätte das eine zusätzliche Halbtages-sitzung bedeutet und etwa 50 000 Franken Kosten verursacht. So viel haben wir mit diesem Verschieben gespart. Vielen Dank für Ihre Flexibilität. Ich wünsche den acht Grossrätinnen und Grossräten, die ich heute verabschieden durfte, alles Gute auf ihrem weiteren Lebensweg und bin überzeugt, dass sich unsere Wege wieder kreuzen werden, sei es in der Politik oder anderswo. Ihnen allen wünsche ich einen wunderbaren Abend und einen schönen Sommer, und ich freue mich, Sie hier im September «gesund, fit u zwäg» wieder zu begrüßen. Damit ist die Junisession beendet. (*Applaudissements*)

Fin de la séance et de la session à 18 heures 57.

Les rédactrices:

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)